

# Le plan de paix arabe : genèse, réactions et perspectives

Ghassan El-Ezzi

*Depuis 1974, les initiatives de paix arabes sont restées lettre morte. La dernière en date, celle du prince héritier saoudien, malgré la promesse d'une normalisation totale des relations israélo-arabes, a été ignoré par Sharon dont la politique est largement soutenue par le président américain.*

L'observateur ne manquera pas de repérer une certaine ressemblance entre l'état actuel du conflit israélo-palestinien et la situation il y a vingt ans, jour pour jour. Ce conflit montre une étrange résistance aux bouleversements qu'ont connus le monde et la région du Proche-Orient. Quasiment les mêmes scénarios avec les mêmes protagonistes : le général Sharon, ministre de la Défense hier, devenu Premier ministre aujourd'hui, encerclant le chef de l'OLP à Beyrouth hier et à Ramallah aujourd'hui où il est devenu chef de l'Autorité palestinienne, sans oublier une administration américaine républicaine hier (sous Reagan) comme aujourd'hui (sous Bush) et qui demeure «le plus grand ami qu'ait connu l'Etat hébreu à la Maison Blanche»<sup>1</sup>.

En 1982, voulant tirer profit du contexte international et régional ainsi que des rapports de forces régnant pour résoudre, *manu militari*, la question palestinienne, le gouvernement Begin-Sharon lançait ses troupes pour envahir le pays du cèdre, en chasser l'OLP, occuper Beyrouth et y faire régner la *pax hebraica*. Mais la victoire militaire s'est traduite par un échec politique. Aujourd'hui M. Sharon qui n'a, semble-t-il, rien appris de sa propre expérience, tente d'utiliser la conjoncture internationale, surtout après les événements du 11 septembre, pour revenir à une solution militaire.

L'initiative de paix arabe annoncée à Beyrouth en mars 2002 n'a pas surgi *ex-nihilo* ; elle n'est qu'une copie, quasiment conforme, d'une autre initiative, lancée en septembre 1982, par ces mêmes Etats arabes

et rejetée par le même Likoud qui règnait à Tel-Aviv. C'est toujours le même paradoxe : alors que le monde arabe s'achemine vers la paix, Israël de son côté se mobilise en vue d'une politique maximaliste cherchant à exploiter un rapport de forces qui lui est favorable.

### **L'initiative saoudienne : genèses et arrière-pensée**

Un des mythes largement répandus en Occident et ailleurs est que les pays arabes n'accepteront jamais de faire la paix avec Israël alors que celui-ci «*est prêt à prendre tous les risques pour la paix*»<sup>2</sup>. La vérité est tout autre. Depuis 1974, après la guerre du Kippour, l'OLP, dont des tendances «dures» comme le FDLP, et des Etats arabes, tels que l'Egypte, la Jordanie et même la Syrie, avaient, à maintes reprises, par l'intermédiaire de diplomates, de journalistes occidentaux et du Conseil de Sécurité, proposé une solution au conflit israélo-arabe basée sur le principe de l'échange de la terre contre la paix. Elle comprenait le retour aux frontières d'avant juin 1967 (avec des arrangements appropriés pour garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale d'Israël), l'indépendance politique de tous les Etats de la région et leur droit à vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues. Il est certain que «*tous les Etats*» veut dire Israël inclus. Et si Sadate a alors été boycotté c'est plutôt pour avoir fait cavalier seul et non pas pour avoir signé la paix, car la défection de la plus grande puissance arabe ne pouvait qu'affaiblir les autres Etats et nuire gravement à leurs chances de récupérer les territoires occupés par Israël.

Il serait fastidieux de rappeler les propositions palestiniennes ou arabes présentées dans les années 70, quoique «officieusement», à Israël afin de mettre fin au conflit<sup>3</sup>, mais il est important de rappeler qu'en juin 1979 le prince héritier saoudien Fahd demanda à Washington d'entamer un dialogue avec l'OLP qui était prête à reconnaître le droit d'Israël à exister en contrepartie du retour aux frontières d'avant juin 1967, le royaume saoudien se déclarant quant à lui prêt à faire la paix avec Israël<sup>4</sup>.

Le 7 août 1981, dans une interview accordée à l'agence saoudienne de presse, le prince Fahd définissait huit «*principes pouvant servir de base pour parvenir à un juste règlement*» au Proche-Orient. Le plan<sup>5</sup> a été généralement accueilli comme une alternative aux accords de Camp David qui divisaient le monde arabe. Israël l'a aussitôt rejeté et le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Y. Shamir, confiera plus tard que Washington n'a jamais fait pression sur Israël quant à

l'initiative saoudienne<sup>6</sup>. Celle-ci sera alors mise de côté lors du sommet arabe de Fès en novembre 1981 (certains chefs d'Etats arabes craignant le ridicule après le refus israélien).

En fait Israël cherchait à exploiter le désengagement égyptien et son retrait du Sinaï pour pouvoir envahir le Liban. Il guettait déjà le *casus belli* et non pas une solution négociée. Le monde arabe brillait par son impuissance devant les atrocités de l'offensive israélienne durant cet été 1982. La Ligue arabe fut même incapable de réunir ses membres en sommet extraordinaire. Il a fallu attendre le 6 septembre, après le départ forcé de l'OLP de Beyrouth (plan Habib) et le sommet arabe de Fès, pour que les pays arabes reprennent le plan saoudien. La conjoncture jouait en faveur des «modérés», notamment après la défaite de la Syrie et de l'OLP. Les chefs d'Etats réunis à Fès adoptèrent, le 9 septembre, collectivement et publiquement, après des modifications mineures, le plan saoudien qui reconnaissait, implicitement mais clairement, le droit d'Israël à l'existence. Le plan de Fès marquait un tournant et il aurait pu mettre un terme à 34 années de tension si le gouvernement israélien ne l'avait pas rejeté : M. Shamir déclara que les propositions de Fès «*appellent tout simplement à la guerre contre Israël(...). Il ne s'agit pas d'un plan de paix mais d'un projet de destruction d'Israël qui restera, par conséquent, lettre morte*»<sup>7</sup>.

Les Etats-Unis le considérèrent comme un progrès, mais estimèrent que le plan Reagan, annoncé le 1er septembre 1982 alors que le dernier *fedayin* palestinien quittait Beyrouth, était préférable à celui de Fès, car plus acceptable pour Israël. Néanmoins le plan Reagan, qui ne reconnaît pas l'OLP ni le droit des Palestiniens à un Etat indépendant, mais qui désapprouve la politique israélienne de colonisation en Cisjordanie et à Gaza, a été, lui aussi, rejeté par Tel-Aviv. Pis encore, Y. Shamir a annoncé, le 5 septembre, la création de plusieurs colonies de peuplement et le développement de plusieurs autres.

## Les Arabes, d'un plan de paix à un autre

Entre le plan arabe de Fès (1982) et celui de Beyrouth (2002), beaucoup d'événements ont secoué le monde et changé la géostratégie internationale et le Proche-Orient en a été partie prenante. La deuxième guerre du Golfe a contribué à la dislocation politique de tout le système régional arabe, mais elle a également suscité l'espoir d'en finir avec le conflit israélo-arabe en faisant des parties de ce conflit des membres de la même alliance internationale dirigée par

une Amérique hyper-puissante et soucieuse de bâtir «un nouvel ordre mondial» basé sur la justice et non sur la force, à en croire le président Bush de l'époque. Malgré cela, la Conférence de Madrid (octobre 1991), minée par les conditions israéliennes, prenait inéluctablement la route de l'échec. En fait le Premier ministre israélien, Shamir, qui avait promis de faire traîner les négociations multilatérales pendant dix ans, ne faisait qu'appliquer la règle israélienne consistant à négocier séparément avec chaque partie arabe et non pas collectivement dans le cadre d'une Conférence régionale ou internationale. Le gouvernement Rabin saisit l'opportunité de négocier secrètement avec une OLP complètement affaiblie – aussi bien militairement, financièrement que politiquement – après sa défaite au Liban et sa prise de position ambiguë envers l'invasion irakienne du Koweït.

Les Accords d'Oslo de 1993 permirent tous les espoirs sur fond d'une vague d'optimisme sans précédent. Mais il s'est vite avéré que pour mettre en application ces accords il fallait des négociations continues et même des accords pour appliquer les accords<sup>8</sup>. La confiance entre les parties s'est progressivement exténuée surtout après l'assassinat en novembre 1995, par un extrémiste juif, du Premier ministre Rabin, architecte d'Oslo. B. Netanyahou, arrivé au pouvoir en 1996, ne pouvait que se féliciter d'avoir désormais la possibilité de vider les accords d'Oslo de leur sens et de briser le rêve palestinien d'un Etat viable indépendant. Mais les choses se sont tellement dégradées sous son mandat que l'opinion israélienne opta, aux élections de 1999, pour le général Barak, grande figure militaire et porteur d'un programme de règlement régional.

Avec Barak, et notamment lors des rencontres de Camp David et de Taba, on s'est approché d'un accord israélo-palestinien. Mais d'après une thèse répandue, Arafat n'a pas voulu saisir l'opportunité historique offerte par la «générosité» de Barak. Cette thèse, véhiculée par les gouvernements israélien et américain, a convaincu l'opinion israélienne et nombre d'observateurs que les Palestiniens ne voulaient pas la paix avec Israël mais, tout simplement, sa destruction. La vérité, en fait, est tout autre. Le conseiller du président Clinton, présent à Camp David, réfute cette thèse<sup>9</sup> et le correspondant de France 2, Charles Enderlin<sup>10</sup>, montre que les Israéliens ont fait à Camp David une offre autrement moins généreuse qu'ils le prétendent aujourd'hui et rappelle que la crise du processus de paix a commencé bien avant l'été 2000. «*Les Palestiniens ont-ils raté leur rendez-vous avec l'histoire ?*» s'interroge Enderlin avant de répondre : à force d'être martelé, c'est

presque devenu un dogme. Ehud Barak a été le premier à désigner Yasser Arafat comme l'unique responsable de l'échec du sommet de Camp David, en juillet 2000. *«On lui a offert un Etat sur la quasi-totalité de la Cisjordanie et de Gaza et il l'a rejeté»*, répètent depuis les dirigeants israéliens. *«Arafat a choisi la guerre plutôt que la paix»* : une explication sommaire reprise par de nombreux commentateurs y compris dans de grands journaux français. Elle aura des conséquences très lourdes. En Israël, elle fera voler en éclat le camp pacifiste et contribuera à la victoire électorale d'Ariel Sharon. Or *«à aucun moment, Arafat ne s'est vu proposer un Etat palestinien sur plus de 91 % de la Cisjordanie»*, pas plus que *«la souveraineté complète sur les quartiers arabes de Jérusalem et le Harâm al-Charif»*, écrit Charles Enderlin, qui au passage détruit l'un des nombreux mythes accolés au sommet de Camp David. *«Jamais, comme l'affirmeront certaines organisations juives, les négociateurs palestiniens n'ont exigé le retour en Israël de trois millions de réfugiés. Les chiffres discutés au cours des pourparlers ont varié de quelques centaines à quelques milliers de Palestiniens autorisés à revenir. L'Intifada n'a pas été déclenchée par le chef de l'OLP : le patron du Shin Beth, les diplomates américains et Bill Clinton lui-même craignaient une explosion de violence spontanée»*.

Quoi qu'il en soit, le 28 septembre 2000, la visite provocatrice du chef de l'opposition, A. Sharon, à la mosquée Al-Aqsa fit exploser la situation et marqua le début de la deuxième Intifada. Les pourparlers de la dernière chance à Taba en janvier 2001, se tenant à la veille du départ de M. Clinton de la Maison Blanche et des élections législatives en Israël, dont les sondages faisaient de Sharon le grand favori, n'ont pu aboutir. Le durcissement des opinions israélienne et palestinienne a favorisé l'élection de M. Sharon, grand détracteur d'Oslo, à la tête d'un gouvernement d'unité nationale. Le temps n'était plus à la conciliation avec les Palestiniens. Le rêve était brisé.

Les Palestiniens espéraient que l'arrivée à la Maison Blanche de G.W. Bush, qui ne devait pas son élection au lobby juif et dont le père n'entretenait guère de bonnes relations avec ce dernier, les aiderait à obtenir gain de cause dans des négociations rapides avec l'Etat hébreu. Hélas, il ne faudra pas longtemps pour que ces espoirs s'avèrent illusoire. Qui plus est, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 vont constituer une véritable aubaine<sup>11</sup> pour Sharon qui ne manquera pas de les utiliser pour la poursuite de son objectif : tuer dans l'œuf l'embryon d'un quelconque Etat palestinien.

Sous Sharon, le bain de sang est sans précédent. Il franchit toutes les lignes «rouges» : incursions répétées dans les régions de l'autorité

palestinienne, assassinats quotidiens des cadres de l'Intifada, agressions incessantes contre les civils palestiniens, menaces d'une déflagration régionale, encerclement de Y. Arafat dans son bureau à Ramallah depuis le 3 décembre 2001, etc. De plus, à chaque fois qu'il y a eu un attentat-suicide contre des civils israéliens revendiqué par des islamistes, c'est à l'Autorité palestinienne qu'il s'en est pris. La politique de Sharon n'a fait qu'éloigner les Israéliens de la sécurité à laquelle ils aspirent ; sécurité qui, de fait, n'a jamais été plus précaire que depuis le jour où Sharon s'est chargé de la leur garantir. Mais sa popularité ne fléchit guère, et c'est l'une des nombreuses contradictions de la situation et probablement une réaction aux attentats-suicides qui sont, disons-le, politiquement inutiles et moralement condamnables.

C'est dans ce contexte que le journaliste américain Thomas Friedman révèle l'existence d'un nouveau plan de paix saoudien<sup>12</sup>. L'idée circulait déjà en privé entre plusieurs pays importants de la Ligue arabe. L'échec des plans Mitchell et Tenet a poussé le prince héritier Abdallah, qui dirige le royaume depuis plus de 3 ans, à annoncer publiquement ledit plan, mais la violence de l'oppression israélienne contre les Palestiniens l'a contraint à reporter l'annonce.

En février-mars 2002 le plan n'était plus secret pour personne. L'écho favorable qu'il a eu auprès des opinions et des acteurs lui a ouvert le chemin du sommet arabe de Beyrouth, les 27-28 mars, où il est adopté, collectivement et publiquement par l'ensemble des pays membres. Le texte de Beyrouth réaffirme la résolution adoptée, en juin 1996, au sommet arabe extraordinaire du Caire selon laquelle une paix juste et globale au Proche-Orient constitue une option stratégique pour les pays arabes. Il demande à Israël de changer sa politique et de déclarer lui aussi qu'une paix juste constitue une option stratégique<sup>13</sup>. La proposition de paix arabe se résume en une phrase : si Israël se retire de tous les territoires occupés en juin 1967 pour permettre la création d'un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale, le monde arabe normalisera totalement ses relations avec lui.

Cette proposition ressemble beaucoup à celle de Fès de 1982, mais la nouveauté réside cette fois dans la promesse d'une normalisation totale des relations israélo-arabes. Le plan de Beyrouth offre un horizon, une issue définitive à ce conflit qui perdure depuis 54 ans. Il dépasse, de ce fait, l'ambition de tous les plans qui l'ont précédé et même toutes les résolutions des Nations Unies ainsi que toutes les

initiatives internationales qui l'ont précédé depuis des lustres. Il engage tous les pays arabes proches ou éloignés d'Israël, chose que les pacifistes israéliens considèrent comme étant un rêve concrétisé.

Yossi Sarid, le chef de l'opposition de gauche israélienne, a qualifié l'initiative arabe de «*courageuse et importante*», et considère qu'elle «*réalise le rêve d'Israël de vivre en paix avec tous ses voisins, et permet d'arrêter l'écoulement de sang*»<sup>14</sup>. Pérez, quant à lui, l'a jugée «*intéressante et positive*» tandis que le chef des travaillistes et ministre de la Défense, B. Ben Eliézer, a déclaré que «*s'il s'agit d'un nouveau processus qui peut changer le Proche-Orient, nous ne pouvons pas dire non*»<sup>15</sup>. La presse arabe a eu généralement une attitude favorable même si nombre d'observateurs, échaudés par le manque de solidarité arabe, ont craint que ce plan ne cherche à enterrer l'Intifada et à redorer le prestige saoudien aux dépens de la cause palestinienne à un moment, il ne faut pas l'oublier, où Washington cherche à calmer la rue arabe afin d'attaquer l'Irak. Quant aux Européens, et conformément à leur politique traditionnelle dans cette région, ils ont salué et soutenu l'initiative arabe qui constitue, d'après une déclaration faisant suite au sommet de Barcelone, «*une chance unique et décisive pour la paix*». Ladite Déclaration (17 mars) «*souhaite que le gouvernement et le peuple d'Israël y répondent positivement*». Le Conseil de Sécurité et le comité des Quatre (UE, ONU, USA, Russie) sont allés dans le même sens ainsi que tous les acteurs concernés de près ou de loin ... sauf un, celui à qui revient la décision et le destin de toute la région en ces heures critiques de son histoire, le Premier ministre de l'Etat hébreu A. Sharon.

## Les chances d'aboutir

### *La politique d'A. Sharon*

Avant même le sommet de Beyrouth, Sharon fit savoir, dans une réunion de son cabinet, que le plan saoudien constituait une menace pour la sécurité d'Israël<sup>16</sup>. D'ailleurs, alors que tout le monde savait que le sommet allait adopter le plan de paix, il interdit à Arafat de s'y rendre : le cabinet de Sécurité réuni le 24 mars a estimé qu'«*Arafat n'a toujours pas rempli les conditions lui permettant de quitter ses bureaux de Ramallah*» où il est confiné depuis le 3 décembre. Cette humiliation a été durement ressentie par les chefs d'Etats arabes et a poussé dix d'entre eux (dont le président Moubarak et le roi Abdallah de

Jordanie) à ne pas se rendre en personne à Beyrouth, mais à y envoyer des représentants. Il a même été question de reporter la réunion ou, tout au moins, l'adoption du plan. Mais après tergiversations le prince Abdallah décida de s'adresser à l'opinion israélienne et internationale ainsi qu'aux Etats-Unis et aux Nations Unies.

L'insistance arabe ne s'est guère avérée payante. Répliquant à un attentat-suicide à Netanya, Sharon lançait ses troupes contre les régions sous le contrôle de l'Autorité palestinienne, alors même que les délégations arabes n'avaient pas encore quitté Beyrouth. Pour l'opinion arabe, la réponse de Sharon à l'initiative de paix a été on ne peut plus claire. De plus, dans un court discours télévisé, le 3 mars, il avait déclaré que «*l'Etat d'Israël est en guerre, en guerre contre le terrorisme*». Il y réitérait sa fameuse exigence de sept jours de calme absolu comme condition préalable pour mener des pourparlers avec les Palestiniens, alors que tout prouvait que l'armée israélienne faisait en sorte, par ses incursions répétées et ses assassinats quotidiens des activistes de l'Intifada, que cet objectif ne soit jamais atteint. Shimon Perez lui-même a, à maintes reprises, accusé l'armée de provocation. Dans le même discours Sharon faisait un parallélisme direct entre les attentats-suicides contre les Israéliens et ceux commis le 11 septembre contre les Twin Towers. Pour lui le terrorisme palestinien est promu et dirigé directement par une seule personne, Yasser Arafat, «*l'ennemi d'Israël et l'ennemi du monde libre (...) et un danger pour toute la région*». Sharon promettait alors de «*détruire l'infrastructure du terrorisme dirigé par l'Autorité palestinienne*».

Sur le terrain l'invasion israélienne de la Cisjordanie est d'une violence jamais atteinte auparavant, avec son lot d'atrocités et de massacres. Le président Bush a demandé à Israël de se retirer «*sans délai*» des territoires palestiniens, mais Sharon a répliqué dans un discours devant la Knesset, le 7 avril, en confirmant que «*Tsahal doit continuer sa mission*». Cette mission se traduit sur le terrain par des actes comme les bombardements indiscriminés de quartiers surpeuplés, l'encercllement des hôpitaux et les entraves à la circulation des ambulances et au mouvement des secouristes, la destruction systématique des infrastructures, les vols, les pillages, l'arrestation de milliers de civils, la destruction de maisons et de tous les cadres de la vie matérielle etc<sup>17</sup>. Tout montre que Sharon a décidé d'éliminer, *manu militari*, son ennemi de toujours, Y. Arafat, qu'il regrette de n'avoir pas tué à Beyrouth selon ses propres dires à un journaliste israélien. D'ailleurs on retrouve là le même discours sharonien, voire les mêmes actes et la



même vision des choses, que durant l'invasion israélienne du Liban en 1982. L'homme résiste au changement et il fait preuve d'une cohérence stupéfiante. Il désapprouve tous les accords passés depuis Oslo qu'il qualifie de «pire catastrophe qui soit jamais arrivée à Israël». C'est pourquoi il s'acharne contre tout ce que représente Oslo et ce n'est pas par hasard si, chaque fois que des islamistes commettent un attentat anti-israélien, Sharon y répond par une mise en cause directe et personnelle du président de l'Autorité palestinienne. Peu importe que celle-ci ait à chaque fois condamné par des déclarations et des communiqués tout au moins, les attaques contre les civils israéliens, alors même que les commanditaires des attentats – le Hamas ou le Djihad – sont à peine mentionnés par les communiqués israéliens. On peut également s'interroger sur le fait qu'à chaque fois que l'Autorité palestinienne tente de négocier avec les islamistes une suspension des attaques-suicides contre les civils israéliens, l'armée israélienne intervienne brusquement pour provoquer un arrêt des négociations.

Les exemples pullulent, mais un seul peut suffire : alors que des médiateurs palestiniens, arabes et européens avaient réussi à rédiger une déclaration engageant le Hamas et le Djihad à suspendre unilatéralement les attaques contre les civils israéliens, des F-16 israéliens intervinrent, le 25 juillet à 3 heures du matin, pour bombarder un immeuble de Gaza où un leader du Hamas dormait avec sa famille. Non seulement ce dernier meurt avec toute sa famille, mais tout le quartier est rasé et le bilan est terrifiant surtout par le nombre de victimes enfants. Et alors que le monde entier dénonce cette attaque et la déplore, Sharon qualifie ce massacre d'opération «des plus réussies de l'armée israélienne». Remarquons également que les Etats-Unis, bien qu'ils aient dénoncé l'acte, n'ont pas manqué, comme d'habitude, d'empêcher le Conseil de sécurité d'y répondre en brandissant leur droit de veto. Le discours et les actes de Sharon traduisent la volonté d'en finir avec n'importe quel processus de paix, et les Américains ne l'en empêchent pas.

En fait le Premier ministre israélien préconise depuis 1998 «une solution à long terme»<sup>18</sup> et cherche à l'imposer. Dans un article publié par le *New York Times* il explique son plan<sup>19</sup> :

- il faut qu'Israël en finisse avec le terrorisme avant toute négociation ;
- la seule option sérieuse pour une négociation réussie entre Israéliens et Palestiniens est de chercher une solution intérimaire à long terme (15 ans) pour les questions qu'on ne peut pas trancher

aujourd'hui, en sachant qu'Israël ne retournera pas aux frontières, vulnérables, d'avant 1967, que Jérusalem ne peut être divisé et qu'il n'y a pas de calendrier envisagé pour une négociation ou une solution; en sachant également qu'il n'y a pas de négociation possible avec Arafat qui dirige le terrorisme contre Israël et qui a refusé les propositions israéliennes de Camp David en juillet 2000 ;

- tenue d'une conférence régionale avec les Etats arabes qui «*rejettent le terrorisme*» (c'est-à-dire exception faite de la Syrie et du Liban).

Il n'est nullement besoin de faire la démonstration du fossé qui sépare les visions sharonienne et arabe. Il est donc logique de conclure que, côté israélien, le plan arabe n'a aucune chance d'aboutir. Cela est d'autant plus vrai que le camp de la paix israélien subit une des crises les plus graves de son histoire et que le parti travailliste semble avoir perdu la boussole : ses ministres ne font qu'avaliser les décisions de Sharon et couvrir les atrocités qu'il commet. Il y a à cela maintes raisons parmi lesquelles, peut-être, le fait de ne pas vouloir être moins israéliens que les conservateurs en poste à la Maison Blanche.

#### *La position américaine*

En fait le soutien des Etats-Unis est une condition *sine qua non* à l'aboutissement de la proposition de paix saoudienne. Le prince Abdallah l'a dit et le répète depuis le début. Bien avant ce système international unipolaire, les propositions de paix saoudiennes de 1979, 1981 puis 1982 se sont adressées avant tout aux Américains, cherchant leur aval et leur soutien. Il n'est guère vrai que le malaise senti par Riyad, après le 11 septembre 2001, dans ses relations avec les Etats-Unis, explique sa dernière proposition vite avalisée et adoptée par l'ensemble du monde arabe. La vérité est que ce dernier a, depuis longtemps, abandonné l'option militaire face à Israël et que le royaume d'Arabie Saoudite, de par son poids religieux, financier et politique, et du fait qu'il est l'allié arabe le plus ancien et le plus important des Etats-Unis, pouvait plus que les autres espérer être écouté et compris par les Américains.

Néanmoins, les relations américano-saoudiennes ont changé depuis le 11 septembre : le Congrès et les médias américains ont organisé une offensive contre les systèmes éducatif, religieux, social et politique saoudien, les qualifiant d'obscurs et de moyen âgeux, ne pouvant produire que des terroristes à l'instar de ceux ayant provoqué les attentats du 11 septembre. L'époque où la CIA inventait, pièce par

pièce, les mouvements intégristes islamistes pour faire face à la menace communiste et, le cas échéant, faire chanter les régimes arabes «récalcitrants» est révolue. En fait les relations entre Riyad et Washington commençaient à se détériorer avant le 11 septembre. Protestant contre les prises de positions pro-israéliennes de la nouvelle administration républicaine, le prince Abdallah avait décliné, à deux reprises, une invitation à la Maison Blanche. Après cette date le temps n'était plus à la protestation mais plutôt à la «compréhension».

Les Américains ont clairement refusé le parallèle établi par Sharon entre Arafat et Ben Laden, mais ils n'ont rien fait – à part «regretter» peut-être – contre la décision de Sharon d'assigner Arafat à résidence à Ramallah, puis de lui «*dénier la permission de se rendre à Betléem pour participer à la cérémonie de Noël comme il l'a fait au cours des années passées*», d'après une déclaration du Département d'Etat. Le manque de cohérence de la politique américaine au Proche-Orient est impressionnant : elle proteste à peine contre les crimes de Sharon tout en exigeant le soutien des pays arabes et islamiques dans sa guerre contre le terrorisme. Elle met sur sa liste des organisations terroristes toutes celles qui résistent à Israël et désigne un «*axe du mal*» formé de trois Etats dont deux sont des ennemis d'Israël. Le président Bush reçoit à la Maison Blanche Sharon, qu'il qualifie d'«*homme de paix*», six fois en l'espace d'un an, alors qu'il refuse à Arafat le privilège d'une brève rencontre, ne serait-ce qu'en marge d'une réunion internationale comme celle de l'Assemblée générale des Nations Unies. Tout montre que Bush-fils a appris, à sa façon, les leçons de l'échec électoral de son père en 1992 alors qu'il venait de remporter une grande victoire internationale.

Pour tenter de contrecarrer l'influence du lobby pro-israélien, les chefs d'Etats et les diplomates arabes ont fait de Washington leur Mecque, alors que le plan Abdallah était en gestation. Mais ils n'obtiendront guère gain de cause car le plan, quoique reconnu par l'administration américaine, n'aura pas le luxe d'un soutien de celle-ci. Et s'il est vrai que cette administration, chose sans précédent, a fait voter par le Conseil de Sécurité des Nations Unies «sa vision» d'un Etat palestinien indépendant (la résolution 1397 du 13 mars 2002), il est tout aussi vrai qu'elle y met des conditions et des obstacles rendant quasiment impossible la naissance, un jour, de cet Etat, dont on laisse en suspens les questions liées à sa capitale, à ses frontières et à son statut.

Le 4 avril, le président Bush a déclaré que «*la proposition du prince héritier Abdallah d'Arabie Saoudite, soutenue par la Ligue arabe, a amené un grand nombre de pays du monde arabe plus près qu'ils ne l'ont jamais été de reconnaître le droit à l'existence d'Israël. Les Etats-Unis ont déclaré publiquement leur soutien aux espoirs légitimes du peuple palestinien à un Etat palestinien. Israël a reconnu l'objectif de création de cet Etat. Les contours d'un accord sont clairs...*». Il ajoute : «*Israël doit se retirer sur des frontières sûres et reconnues, telles qu'établies par les résolutions 242 et 338. A terme cette approche doit être à la base d'accords entre Israël et la Syrie, entre Israël et le Liban (...). L'Amérique reconnaît le droit d'Israël à l'autodéfense face au terrorisme*». Il n'est nullement besoin de perspicacité pour remarquer l'ambiguïté des propos présidentiels américains qui ne résolvent rien et ne contiennent rien de nouveau en l'absence d'une clarification devenue indispensable de termes tels que «*frontières sûres*», «*terrorisme*», etc. De toute façon, dans ce même discours Bush a demandé à Israël de se retirer «*sans délai*» des régions palestiniennes occupées depuis le 29 mars, conformément à la résolution 1402 (30 mars 2002). Peu après, il décide d'envoyer le secrétaire d'Etat C. Powell en tournée dans la région. Les résultats de cette tournée seront «*catastrophiques*» pour les Palestiniens, car Powell n'obtiendra même pas un cessez-le-feu ou un calendrier de retrait israélien. Qui plus est, quand le Secrétaire général des Nations Unies, Koffi Annan, se déclare prêt à envoyer une Commission déjà formée pour enquêter sur l'existence de massacres dans le camp de réfugiés de Djenine, les Israéliens comptent sur l'allié américain pour que M. Annan fasse marche arrière. La même chose est déjà arrivée en ce qui concerne l'envoi d'une force multinationale ou, tout au moins, d'observateurs onusiens pour protéger les civils palestiniens. Dans l'opinion palestinienne et arabe se répand de plus en plus la conviction que l'Amérique place Israël au-dessus de la loi et de la justice internationales, chose qui ne joue aucunement en faveur de la lutte contre le terrorisme.

Parallèlement, les condamnations du terrorisme réitérées par Arafat restent sans écho à Washington. Dans un article publié par le *New York Times*<sup>20</sup>, il condamne les attaques contre les civils israéliens et appelle à une paix basée sur les résolutions 242 et 338. Il dit avoir accepté qu'Israël ait 78% de la Palestine historique et l'Etat palestinien 22 % (Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est). Il propose que le droit de retour des réfugiés palestiniens soit modifié de façon à prendre en compte les soucis démographiques d'Israël. Les Israéliens ont tout simplement ignoré l'article, et Condoleeza Rice l'a qualifié d'«*inutile*».

Avec la persistance de la crise et les risques d'une déflagration incontrôlable, et après l'échec de toutes les solutions sécuritaires (Mitchel, Tenet, Zini, etc.), Bush décida alors de travailler pour une solution politique durable concrétisant sa fameuse «vision» de deux Etats. Washington est redevenu la Mecque de tous les politiques de la région, mais ni le roi Abdallah de Jordanie, ni le prince Abdallah d'Arabie-saoudite ou le président égyptien Moubarak ne réussiront à convaincre Bush de proposer un calendrier spécifique pour une solution négociée. Le 10 juin, alors que Hosni Moubarak est de retour au Caire après un entretien sans résultat avec G. Bush, le Premier ministre israélien Sharon arrive à la Maison Blanche. L'entretien avec le maître des lieux est édifiant : il est prématuré d'établir un quelconque calendrier et Bush s'est prononcé, en revanche, pour le lancement immédiat des réformes de l'Autorité palestinienne. Les déclarations de la Maison Blanche ont, bien entendu, entraîné une satisfaction en Israël. Dans son article du *New York Times* (le 9 juin) juste à la veille de son entretien avec Bush, Sharon refuse tout calendrier contraignant pour les futurs pourparlers de paix. Il plaidera auprès de Bush pour la mise à l'écart définitive de Y. Arafat et la refonte totale des institutions palestiniennes, ainsi que pour l'arrêt complet de la violence avant d'engager des négociations de paix.

Le 24 juin 2002 Bush dévoilera son propre plan dans un discours qu'un conseiller de Sharon n'aurait pas mieux rédigé, d'après un commentaire israélien. Il réaffirme sa vision de deux Etats, mais pose des conditions pour qu'un Etat palestinien provisoire voie le jour, des conditions qui ont poussé un autre observateur israélien à ironiser ainsi : «*Il est certain que le Messie serait de retour en terre sainte avant la réalisation de ces conditions*». Bush déclare ne plus vouloir traiter avec l'actuelle Autorité palestinienne, ni son président Arafat, qui devrait partir le plus tôt possible pour céder la place à une nouvelle Autorité intègre et pacifiste. Bush invente aussi une nouvelle notion en sciences politiques jamais connue auparavant : l'Etat palestinien «provisoire».

Il importe peu ici de détailler le plan Bush et les réactions qu'il a suscitées. Il est, en revanche, important de remarquer qu'il a complètement ignoré la proposition arabe de paix, ce qui ne lui laisse guère de chance d'aboutir. Hélas, et vraisemblablement, avec le tandem Bush-Sharon, il faudrait un miracle pour que le Proche-Orient connaisse paix et stabilité.

Thomas Friedman<sup>21</sup> qui a été le premier à dévoiler l'existence de ladite proposition commente ainsi la situation politique après le

discours de Bush : «Nous assistons non seulement à la fin des accords d'Oslo, mais à la fin de toute l'idée des deux Etats comme solution au conflit israélo-palestinien. (...) Même si Arafat part et même si la majorité des Israéliens sont prêts à donner à son successeur toute la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est, les revendications sécuritaires et les limitations de la souveraineté palestinienne que les Israéliens vont exiger (...) vont être tellement importantes qu'aucun leader palestinien ne pourra les accepter».

Ghassan El Ezzi est professeur de Science Politique à l'université libanaise et chercheur en Relations Internationales. Il a publié *L'invasion israélienne du Liban* aux éditions L'Harmattan (1990) et, plus récemment, en arabe : *Politique de la Force, l'avenir des Superpuissances et de l'ordre international* (Beyrouth, 2000)

**Notes :**

1. Alexandre Haig, *L'Amérique n'est pas une île*, Ed. Plon, Paris, 1985, p.169.
2. Cf. M. Gore (ambassadeur d'Israël aux Nations Unies) dans le *New York Times* du 27 février 2002.
3. Cf. Rachelle Marshall, «Will Israël turn down yet another arab peace proposal?» Washington Report on Middle East, avril 2002, p.8-10.
4. *Ibid.*
5. Le plan demande le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés en 1967 et le démantèlement de toutes les colonies qu'Israël y a établies après 1967 ainsi que la garantie de la liberté de culte et la liberté d'accomplir les rites religieux pour toutes les religions dans les lieux saints. Il réclame la reconnaissance du droit du peuple palestinien au retour et un dédommagement pour tous ceux qui ne désirent pas rentrer. La Cisjordanie et Gaza seraient mis sous la tutelle des Nations Unies pour une période transitoire ne dépassant pas quelques mois. Le point 6 exige la création d'un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale. Le point 7 qui reconnaît «le droit de tous les Etats de la région à vivre en paix» admet implicitement le droit d'Israël à l'existence dans ses frontières d'avant la guerre de 1967.
6. *Ibid.*
7. Xavier Baron, *Les Palestiniens, un peuple*, éd. Sycomore, Paris, 1986, p.462.
8. A titre d'exemple: les accords intérimaires de 1995, d'Hébron de 1997 ou de Wye River de 1998.
9. Robert Malley
10. Charles Enderlin, *Le rêve brisé*, Paris, 2002.
11. Jean-Paul Chagnollaud, «Chronique d'une agression annoncée», *Confluences Méditerranée*, n°40, Hiver 2001-2002.
12. Thomas Friedman, «An intriguing signal from the Saudi crown prince», *New York Times*, 17 février 2002.
13. La déclaration de Beyrouth, texte traduit par Reuters, 28-3-2002.
14. TV Al-Jazeera, 19-2-2002, 19h G.
15. René Backmann, «Le plan qui gêne Sharon», *Nouvel Observateur*, n°1947, 28 février 2002.
16. Haaretz, 4-3-2002.
17. Cf la résolution de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU (15 avril 2002) et la déclaration, le 22 avril, du Haut commissaire des NU aux droits de l'Homme au sujet de la situation dans les territoires palestiniens occupés.
18. Haaretz, 5-11-1998.
19. Ariel Sharon, «The way forward in the Middle East», *The New York Times*, 9 juin 2002.
20. «The palestinian vision of peace » *The New York Times*, 3 février 2002.
21. «The End of Something», *The New York Times*, 10 juin 2002.